



La Commune



CPE : Révolte contre le gouvernement

Entretien avec deux lycéennes anti-CPE

Anissa et Magali sont toutes deux élèves en Première Économique et Sociale au Lycée polyvalent Maximilien Perret d'Alfortville, qui compte près de 2000 élèves. Elles habitent dans la cité HLM Alouettes-Jardins proche de cet établissement scolaire. L'an dernier, elles avaient pris une part active à la mobilisation lycéenne contre la loi Fillon. Avec une autre élève, à trois, elles ont pris l'initiative de la mobilisation contre le CPE dans ce lycée. Elles nous livrent leur point de vue et leur témoignage. Un entretien réalisé quelques jours avant la victoire obtenue le lundi 10 avril.

La Commune : *Comment appréciez-vous l'intervention de Chirac, le 31 mars ?*

Anissa : Le CPE est un contrat précaire pour que les jeunes de 18-26 ans puissent être licenciés sans motif, à tout moment. Le Conseil constitutionnel a validé la loi et Chirac dit que la loi va être modifiée. Dans la forme peut-être. Dans le fond, elle reste la même. Juste derrière, il y a le CNE qui permet de licencier les plus de 26 ans sans motif. Les modifications de Chirac ne changent rien sur le fond de la loi. Chirac reste sourd à la demande du peuple.

Magali : Il y a eu 3 millions de manifestants dans la rue et Chirac n'a rien fait, il s'est moqué de nous, il ne nous écoute pas. Le " dialogue " du gouvernement est à sens unique. Avec le CPE, tu vas vivre dans la crainte, tu vas être exploité. Quand le gouvernement va-t-il enfin nous écouter ? Nous, ce que nous voulons, c'est le retrait.

Le CPE, c'est la goutte d'eau

Anissa : C'est toute une poursuite de réformes qui est en cause depuis la réforme LMD (Licence-Master-Doctorat), c'est l'ensemble de la loi " *égalité des chances* " avec l'apprentissage dès l'âge de 14 ans et le travail de nuit dès l'âge de 15 ans. Le CPE, c'est la goutte d'eau qui fait déborder le vase. Ce qui se passe, c'est une révolte contre le gouvernement. C'est comme une cocotte minute qui va lâcher.

Magali : ce qui se passe en ce moment favorise la gauche et les extrêmes.

La Commune : *Comment s'est passée la mobilisation au Lycée Maximilien Perret ?*

Anissa : Ça a commencé en province. À Paris, on s'est réveillé un peu plus tard.

Magali : on était trop seules mais dès qu'on a vu qu'on avait l'appui de nos camarades et que d'autres lycées bougeaient, nous avons commencé par faire un barrage filtrant, le vendredi 17 au matin.

La proviseur a mis la pression

Anissa : nous étions 300, mais tout de suite, la proviseur a réagi contre notre mouvement, en interdisant l'accès aux cours et à la cantine à tous les élèves qui avaient débrayé le matin. Même chose le lundi. La proviseur a fait placarder de affiches de compte-à-rebours indiquant le nombre de jours restant avant le bac pour frapper les esprits. Elle a mis la pression.

Magali : dans les manifestations qui ont suivi, les plus mobilisés et le plus motivés étaient les élèves des classes de CAP et BEP ; et ceux du CFA, qui ne pouvaient pas faire grève, nous ont beaucoup encouragés.

Anissa : les profs ont donné à tous leurs élèves des informations et des explications objectives sur le CPE.

La Commune : *que pensez-vous des " casseurs " ?*

Magali : les casseurs ne servent à rien ...

Anissa : ... quand ils tapent sur nous. Mais les média n'ont retenu que les casseurs.

Le gouvernement nous provoque

Magali : Les casseurs détériorent notre image. Mais il ne faudrait surtout pas oublier la police qui a tabassé des manifestants. Les policiers provoquent : nous, on a reçu de la " gazeuse " sans aucune raison. Le gouvernement nous provoque. Tout ce qui est

passé en 1936 s'écroule. Le gouvernement veut saper tous nos droits. Les anciens les ont obtenus en se battant et, parmi eux, certains sont morts pour ces droits, ne l'oublions pas.

Anissa : Je ne vois pas de lien entre les émeutes de novembre dans les banlieues et la révolte contre le CPE. En fait, la légitimité du pouvoir est fortement compromise par les abstentions aux élections. Et, quand elle était au gouvernement, la gauche n'a pas fait que des bonnes choses. La réforme des retraites, à l'origine, c'est Jospin.

On ne veut pas s'adapter à la précarité

Magali : Le gouvernement veut qu'on s'adapte, nous, on préfère garder nos " vieilles habitudes ", comme ils disent. Nous, on ne veut pas s'adapter ; on ne veut pas s'adapter à la précarité. Quand le gouvernement va-t-il enfin nous écouter ?

La Commune : *les directions syndicales ont accepté de discuter avec les parlementaires de l'UMP et, donc, avec Sarkozy. Qu'en pensez-vous ?*

Anissa : Thibault et Chérèque sont toujours pour le dialogue social. On ne peut pas leur en vouloir. Mais, tout se contredit : Thibault et Chérèque disent qu'ils veulent le retrait du CPE et en même temps, ils veulent dialoguer.

Magali : Ces rencontres ne vont servir à rien. Il y a déjà assez de contrats précaires comme ça ! Thibault et Chérèque ont refusé la rencontre avec Villepin le 29 mars ...

Anissa : [...] Oui, ils ont commencé, ils doivent logiquement continuer à refuser tout dialogue jusqu'au retrait, il faut aller jusqu'au bout. De toute façon, le dialogue ne sert à rien dès l'instant où il y a eu le " 49-3 ".

Les syndicats se sont réveillés beaucoup trop tard

Anissa : N'oublions pas que Sarko l'a voté, le CPE ! Et pendant ce temps-là, il fait passer la loi sur les immigrés qui est beaucoup plus grave.

La Commune : *Comment appréciez vous d'une manière plus générale l'attitude des dirigeants des syndicats de salariés ?*

Anissa : Ils se sont réveillés beaucoup trop tard. Les partenaires sociaux ont fait passer le CNE et les Contrats d'Accompagnement dans l'Emploi (CAE), dont on parle beaucoup moins mais qui sont très précaires. Les CAE ont été discutés avec les partenaires sociaux.

Magali : Au niveau des enseignants et des cheminots, on ne s'est pas sentis soutenus. Les syndicats lycéens ont demandé la grève interprofessionnelle reconductible, ils n'ont pas été entendus.

Anissa et Magali : La grève générale jusqu'au retrait total, c'est ce qu'il faut.

Propos recueillis par Daniel Petri, le mercredi 5 avril 2006.

Modifié le mardi 19 septembre 2006

Voir aussi dans la catégorie France



Urgence, pouvoir d'achat et grève générale

Alors qu'il a urgence à augmenter les salaires, bloquer les prix et les loyers, alors qu'il les crises énergétiques et climatiques explosent, le gouvernement Macron a fait voter au Parlement deux... >>



« Ces gens-là »

La ministre des collectivités territoriales, issue des Républicains, a eu par le passé des prises de position qui dénonçaient le mariage pour tous en y voyant "un dessein contre la nature".... >>



Ni le gouvernement ni l'Assemblée ne nous représente !

« L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes » La présidentielle et les législatives en France sont à l'image du chaos politique qui parcourt l'Europe : la... >>



Répression, maître-mot de la macronie.



La cinquième république est agonisante. Macron et sa clique vont utiliser le dernier outil en leur possession pour sauver ce qui peut l'être : la répression. Les forces de police, dignes... »



Présidentielles, législatives : Non au front unique des appareils !

Ils veulent TOUS sauver la Ve République et museler la classe ouvrière ! Partis politiques et confédérations syndicales sont désormais unis pour laisser Macron gouverner à son aise et mener ses... »



Alain Krivine

La Commune tient à saluer la mémoire d'Alain Krivine, militant ouvrier et dirigeant historique de la LCR et du NPA, qui a marqué la vie politique de ces 60 dernières années. Nous adressons à sa... »